

Les Verts sont-ils enfin crédibles sur l'économie?

Emilie Lévêque, *L'Expansion.com*, 25 janvier 2012

L'écologie, c'est bon pour l'économie. Cela crée de la croissance et des emplois, sans perdre de vue le nécessaire redressement des finances publiques. Ce n'est pas Eva Joly qui le dit, mais des économistes de l'OFCE. Explications.

Après Marine Le Pen et avant François Hollande, c'est Eva Joly qui s'est livrée ce mercredi à l'exercice délicat de chiffrage de son programme présidentiel. Ou plutôt à en valider la pertinence économique. Car à l'instar du Front national, les écologistes savent que l'économie est leur point faible dans l'opinion publique. L'idée d'une croissance verte ne convainc guère. C'est pourquoi la candidate d'Europe Ecologie-Les verts (EELV) à l'Élysée a souhaité démontrer que [son projet de budget alternatif](#), son "new deal écologique et social" présenté en octobre dernier, tenait la route. Les Verts ont donc soumis leur projet à des experts économiques indépendants - quatre économistes affiliés à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Une initiative inédite en France.

Résultats: "notre politique écologique est meilleure pour les Français, meilleure pour l'économie et pour la planète", s'est réjouie Eva Joly lors d'une conférence de presse au siège de son parti le 25 janvier. Entendez "meilleure que celle de Nicolas Sarkozy". En effet, le modèle d'analyse utilisé par les experts compare, sur 4 ans, un scénario de référence - le projet de loi de finances pour 2012 voté en septembre dernier - avec un scénario obtenu après l'adoption du budget d'EELV - une fiscalité environnementale, une hausse des investissements publics, l'alourdissement de la pression fiscale sur les hauts revenus, et la sortie progressive du nucléaire.

Selon les experts de l'OFCE, le programme d'Eva Joly permettrait de créer 400 000 emplois d'ici à 2015 grâce à la conversion écologique, ce qui entrainerait une baisse du chômage à 8,3%, contre 10% aujourd'hui. Ces créations d'emplois ainsi que les investissements publics dans les filières vertes et la construction de logements neufs auraient un impact positif sur la croissance, de 1,8 point de PIB sur deux ans. Ainsi, la croissance atteindrait 1,7% en 2012 et 2,1% en 2013, contre 0,8% et 1,2% dans le scénario de référence - celui du gouvernement.

"Non à la thérapie de choc de l'austérité"

Ces choix budgétaires permettraient de ramener le déficit public sous la barre des 3% en 2014 et à 2,4% à l'horizon 2015, ce qui permettrait de stabiliser la dette autour de 90 point du PIB. "Ramener le déficit à 3% dès 2013, ce n'est pas crédible", a souligné Eva Joly - un tacle à ses alliés socialistes et notamment à François Hollande. "Notre projet assure une réduction mesurée du déficit sans tomber dans la thérapie de choc de l'austérité qui, on le voit pour la Grèce, l'Espagne ou le Portugal, ne marche pas", a-t-elle ajouté. "Les propositions écologistes permettent de relancer l'économie sans creuser les déficits et sans toucher notre modèle social", a conclu la candidate des Verts.

Bien sûr, ce programme aurait aussi un impact positif sur la planète. L'augmentation progressive de la fiscalité écologique couplée au plan d'économies d'énergies permettrait une baisse des émissions de CO₂ de 4% la première année et de 32 % d'ici à 2020, ce qui permettrait d'atteindre les objectifs préconisés par le Groupe d'experts intergouvernemental (GIEC).

Difficile de contester la validité du modèle macro-économique développé par l'OFCE. Encore moins ses résultats. Il faut tout de même noter que les données entrées dans ce modèle ont été fournies par EELV. Les économistes de l'OFCE n'ont pas vérifié la validité de ces données. Ils ont tenu pour acquis que la lutte contre les paradis fiscaux rapporterait 8 milliards d'euros par an, la mise sous condition des exonérations de cotisations des entreprises 4,5 milliards ou encore que l'investissement dans les transports alternatifs à la voiture ne coûterait que 4 milliards d'euros par an. Or selon l'Institut Montaigne, la mise en oeuvre d'un plan massif d'investissement dans les transports collectifs urbains et interurbains coûterait plutôt 5 milliards d'euros par an.

Le "new deal écologique" proposé par Eva Joly

- 36,4 milliards d'euros de dépenses, dont 14 milliards pour l'environnement (rénovation thermique des bâtiments, logements sociaux, chèques verts aux ménages, transports urbains, etc.), 12 milliards pour la jeunesse et la solidarité (hausse de 25% du RSA, rétablissement de la retraite à 60 ans, allocation autonomie de 600 euros par mois pour les jeunes, etc.) et 8 milliards pour les services publics (recrutement de 20 000 postes d'enseignants, scolarisation en crèche dès 2 ans, arrêt de la RGPP, suppression totale de la publicité sur France télévisions, etc.).

- 18,5 milliards de baisse des dépenses (rabot des allègements de cotisation, suppression de la TVA à 5,5% dans la restauration, baisse des dépenses militaires, etc.)

- 47,9 milliards de recettes nouvelles, dont 14,5 milliards liés à la fiscalité écologique (taxe carbone), 23,8 milliards d'impôts (création de deux nouvelles tranches de l'impôt sur le revenu, hausse de la taxation du patrimoine, rétablissement de l'ISF, création d'un impôt plancher sur les bénéficiaires des grandes entreprises, etc.) ou encore 8 milliards grâce à la lutte contre les paradis fiscaux.

Soit 30 milliards d'euros de surplus pour réduire le déficit public d'un point par an.

Quatre économistes donnent un satisfecit au projet de budget d'Eva Joly

Anne-Sophie Mercier, *LEMONDE.FR*, 25 janvier 2012

Ras le bol d'être assimilés sans cesse à la seule défense des pâquerettes et du monde animal. Les écologistes ont beaucoup travaillé, et ce depuis des années, sur les questions économiques : croissance, chômage, économies d'énergie bien sûr, mais aussi diminution de la dette et redressement de la balance commerciale. Un travail effectué en pure perte pour le moment, puisque, dans l'opinion, si l'idée de transaction énergétique n'a cessé de marquer des points, celle d'une véritable économie verte fondée sur une croissance positive et des créations d'emplois ne convainc guère.

Conscients d'être dans une campagne électorale dominée par la réponse à apporter à la crise, les écologistes, évidemment soucieux de ne pas se laisser marginaliser, ont souhaité montrer que leurs propositions tenaient la route. Comme l'explique le député européen Pascal Canfin, l'expert économique d'Eva Joly, qui a travaillé sur le "budget vert", l'idée est de montrer que "les politiques écologiques sont meilleures pour l'économie et meilleures pour la planète".

Ils ont donc soumis le [projet de budget](#) présenté à la presse par Eva Joly le 4 octobre 2011 à quatre économistes qui ont utilisé un modèle macro-économique de l'OFCE, sans lien avec Europe Ecologie-Les Verts (EELV), pour mission de mesurer l'impact d'un tel budget.

Les résultats de l'étude sont assez concluants. Les mesures budgétaires proposées par Eva Joly (réorientation de la fiscalité vers la fiscalité environnementale, avec l'instauration d'une contribution climat-énergie, augmentation des dépenses d'investissements publics, notamment dans les filières vertes et la construction de logements neufs, relèvement des prélèvements obligatoires sur les hauts salaires et les revenus du capital) constitueraient, selon les quatre économistes auteurs de l'étude, un modèle efficace pour sortir de la crise.

BON POINT

Comparé au budget de référence, qui est celui adopté par le projet de loi de finances de septembre 2011, et en considérant que les budgets suivants seraient identiques, l'instauration d'un "budget vert" permettrait la création de 400 000 emplois supplémentaires à l'horizon 2015. Ces créations d'emplois supplémentaires permettraient une baisse du taux de chômage à 8,3 % en 2015.

Par ailleurs, l'augmentation progressive de la fiscalité écologique couplée au plan d'économies d'énergies permettrait une baisse des émissions des gaz à effet de serre. La baisse des émissions de CO₂ serait de 32 % d'ici à 2020, ce qui permettrait d'atteindre les objectifs préconisés par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

EMPLOIS VERTS

Un bon point également pour les écologistes en ce qui concerne la diminution de la dette, si l'on en croit les auteurs de l'étude, puisque les choix budgétaires d'Eva Joly permettent de ramener le déficit public sous les 3 % en 2014. Enfin, contrairement aux idées reçues, selon lesquelles les écologistes seraient tous des adeptes de la décroissance, le modèle soumis à l'audit des chercheurs aurait un effet positif sur la croissance.

Le mécanisme est simple : les créations d'emplois et les investissements verts créent un effet d'entraînement favorable à l'activité économique. Dès la première année d'instauration d'un "budget vert", les mesures préconisées auraient un impact positif de 0,9 point de produit intérieur brut (PIB) et de 1,8 point de PIB sur deux ans.

C'est la première fois qu'un parti politique, et qu'une candidate à l'élection présidentielle soumettent leurs hypothèses de travail à un audit effectué par des chercheurs indépendants. Les résultats obtenus devraient susciter débats et réflexions.

Comment les Verts veulent réduire le déficit

Sébastien Julian, *L'Expansion.com*, 5 octobre 2011

Eva Joly a présenté ce matin son projet de budget 2012 devant la presse. Le but de cet exercice inédit? Expliquer aux Français ce que les écolos feraient s'ils arrivaient au pouvoir en 2012. L'Expansion.com passe en revue les principales mesures de ce programme, qualifié de réaliste et responsable par la candidate d'Europe Ecologie - Les Verts (EE-LV).

Réduction étalée du déficit

Pour Eva Joly, réduire coûte que coûte le déficit public à 3% du PIB en 2013 n'est ni souhaitable ni raisonnable. La croissance atteindra à peine 0,8% l'an prochain selon le scénario économique adopté par les Verts, basé sur les prévisions de l'OFCE. Dans ces conditions, faire de la rigueur, c'est aller dans le mur, comme le montre l'exemple de la Grèce. "Les Verts ne nient pas le besoin d'assainir les finances publiques, mais aujourd'hui plusieurs mesures sont prises dans la panique. On fait de l'austérité généralisée, sans prévoir de relance intelligente. Il faut lâcher du lest", explique Pascal Canfin, le responsable du programme économique d'EE-LV.

Plutôt que de s'engager à un objectif de 3% en 2013, les Verts proposent donc une réduction graduelle du déficit d'un point de PIB par an, grâce notamment à la lutte contre la fraude et les niches fiscales. L'effort est quand même significatif. Reste à savoir comment les agences de notations réagiraient, en cas de non respect des engagements pris par la France pour 2013. Les Verts, sur ce point, se veulent optimistes. "Les agences de notations raisonnent en perspectives. Si on leur montre que l'on a un programme de redressement de l'économie crédible, elles le prendront en compte dans la note", explique Pascal Canfin. Or dans le programme des Verts, 43% des recettes supplémentaires sont affectées à la réduction des déficits, 57% aux investissements d'avenir et à la solidarité (voir plus bas).

Lutte contre la fraude et les niches fiscales

C'est le principal levier utilisé par les Verts pour renflouer les caisses de l'Etat. La fraude fiscale des grandes entreprises utilisant des paradis fiscaux fait perdre 30 à 40 milliards d'euros par an à l'Etat. L'objectif des Verts est de ramener rapidement 10 milliards dans les poches de l'Etat en embauchant 2000 à 3000 agents du Fisc. "C'est réalisable: selon les calculs réalisés avec les services des fraudes, si on met 1000 agents de plus, on peut ramener 4 milliards d'euros", explique Pascal Canfin. Deuxième cible: les niches non écolos. Actuellement, les pesticides bénéficient d'une TVA à 5,5% ; les agro carburants sont subventionnés à hauteur d'un milliard par an... En éliminant les aberrations fiscales de ce genre mais aussi en taxant les énergies non renouvelables, à savoir les énergies fossiles et nucléaires, les Verts espèrent gagner 10 à 15 milliards d'euros par an.

Cette taxation serait compensée en partie par la distribution de chèques verts aux ménages les plus modestes et aux PME. L'objectif est d'hisser en cinq ans la France au niveau du Danemark, le meilleur élève de l'Europe en matière de fiscalité écologique. Parallèlement, Eva Joly défend la création d'un impôt plancher de 17% pour les entreprises, ce qui représente 5 milliards d'euros de recettes fiscales supplémentaires. Elle veut aussi taxer les très hauts revenus en créant deux nouvelles tranches d'imposition: une de 60% pour les revenus supérieurs à 100 000 euros par an et une de 70% pour les revenus de plus de 500 000 euros. De quoi ramener 2 milliards d'euros supplémentaires.

Des investissements pour le présent et l'avenir

Grâce aux 47,9 milliards d'euros de recettes dégagées dans son budget, Eva Joly, si elle arrive au pouvoir, investira dans l'hôpital, l'école, la justice... "A la casse du service public mise en place par Nicolas Sarkozy, j'oppose une véritable restauration des biens communs", explique-t-elle. Dans son programme, 12 milliards d'euros sont donc réservés à la jeunesse et à la solidarité. Parmi les mesures phares: augmenter de plus de 25% le RSA socle, de 467 euros à 600 euros par mois, construire 150 000 logements sociaux BBC (basse consommation) ou encore rétablir la retraite à 60 ans pour certaines catégories de la population. "Notre objectif est de ne plus avoir aucun jeune en dessous du seuil de pauvreté en 5 ans", explique Eva Joly.

La candidate des Verts s'engage à mettre fin à la règle qui prévoit le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux. Elle s'engage aussi à créer 400 000 places en crèche et 20 000 postes d'enseignants immédiatement. Concernant la recherche, le programme des Verts prévoit un contrôle serré du crédit impôt-recherche (celui-ci a généré un effet d'aubaine sans vrais résultats) et la création de 5000 postes de chercheurs. Coût total des dépenses engagées: 17,9 milliards d'euros. Un effort raisonnable, qui permet d'allouer 30 milliards à la réduction du déficit en 2012.